

Si ce message ne s'affiche pas correctement, cliquez ici

Convictions

Bulletin de l'Association

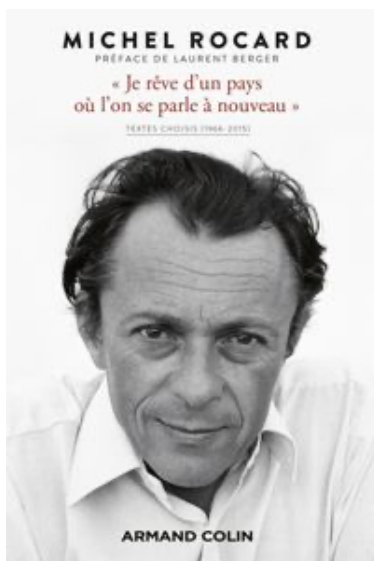
Michel**ROCARD**.org



N° 86 - AVRIL 2026

Éditorial

Michel Rocard en librairie le 13 mai !



Gageons que la coïncidence l'aurait fait sourire, tant le 13 mai est une date chargée de symboles dans notre mémoire collective, du 13 mai 58 qui précipita le retour au pouvoir du général de Gaulle dans les fourgons des ultras d'Alger au 13 mai 68 qui vit des dizaines de milliers de manifestants, à l'appel des syndicats ouvriers et étudiants, réclamer un changement de régime...

Il y a plusieurs années que MichelRocard.org avait le projet de contribuer à diffuser l'oeuvre et la pensée de Michel Rocard en rassemblant, dans un petit ouvrage, ses textes les plus emblématiques et les plus significatifs. Mais comment choisir, parmi une bonne quarantaine de livres - sans compter les préfaces -, des centaines d'articles, de discours et d'interviews ?

Pour que la sélection opérée soit aussi le reflet des préoccupations les plus actuelles et des attentes des jeunes générations, nous avons recruté dans le cadre d'un stage deux étudiants en double master de recherche en histoire et de sciences politiques de l'université Paris-Est Créteil, Maximilien Poulain et Florent Infanti, encadrés par Pierre-Emmanuel Guigo, maître de conférences en histoire à cette même université et rapporteur du conseil scientifique de l'association.

Ils se sont donc plongés dans l'ensemble de la documentation disponible sur notre site et dans les livres de Michel Rocard, avec une seule consigne : se tenir à l'écart des "petites phrases", des propos de circonstance et sélectionner des extraits qui témoignent d'une pensée en mouvement, y compris avec des évolutions au fil des années. De ce tamisage ont émergé une quarantaine

d'extraits de livres, de discours ou d'articles, qui "parlaient" à ces jeunes gens alors qu'ils avaient à peine douze ans lors de la disparition de Michel Rocard. Ensuite, il a fallu classer ces textes, par thème et par date, rédiger une brève introduction de présentation et intégrer des notes de bas de page pour préciser un évènement, un fait historique ou un personnage qui n'étaient plus aussi évidents aujourd'hui qu'au moment où le texte a été écrit. Tout ce travail de mise en forme a été piloté par François Stasse, administrateur de l'association et inspirateur de ce projet, et Jean-François Merle, président de MichelRocard.org.

Comme le dit Laurent Berger, ancien secrétaire général de la CFDT, dans la belle préface qu'il a bien voulu écrire pour ce livre : "Les textes de Michel Rocard sont à la fois un discours de la méthode et une vision fine de la société à construire, pour répondre aux défis et préoccupations de la société, et donc de ses citoyens", et il ajoute : "Ce livre n'est pas un livre d'histoire, ce n'est ni une hagiographie ni même une doctrine à appliquer. Ces textes sont une invitation à pratiquer ce que Michel Rocard faisait parfaitement : parler à l'intelligence. Parler à l'intelligence individuelle et collective, parler à l'intelligence du cœur et tenir ferme sur les valeurs."

Michel ROCARD, "Je rêve d'un pays où l'on se parle à nouveau", éditions Armand Colin, Paris, 2026, 320 p., 24,90 €.

Egalement en librairie en mai : "La galaxie rocardienne"

Docteur en histoire contemporaine, Matthieu Cabanis, chercheur-associé au Centre d'études des mondes moderne et contemporain (CEMMC), spécialisé dans l'histoire des entourages et organisations politiques, a soutenu une thèse à l'université de Bordeaux-Montaigne sur "la galaxie rocardienne", "aventure politique" dont il explore "les racines, l'odyssée et les reliques". Cet ouvrage, tiré de sa thèse, explore ainsi les ressorts d'une aventure collective, d'un "écosystème foisonnant, dont les contours ont évolué, mais qui l'a constamment accompagné". Pour avoir interrogé de nombreux intervenants de cet univers, comme Robert Chapuis, Pierre Brana, Gérard Lindeperg, et exploré les archives de nombreux autres, comme Michel de La Fourrière, il s'interroge sur ce qu'aurait été le parcours de Michel Rocard sans ce réseau de fidèles, ces porte-paroles qui, à leur échelle dans les territoires, les organes partisans et la société civile, ont défendu une certaine idée de la gauche : le rocardisme ?

Matthieu CABANIS, La galaxie rocardienne. Racines, odyssée et reliques d'une aventure politique, Presses universitaires de Bordeaux, Bordeaux, 2026, 322 pages, 25€.

Ce livre a bénéficié d'une aide à l'édition de l'association MichelRocard.org et est préfacé par Jean-François Merle, président de l'association.



Échos

Louis Besson, un réformateur humaniste

Nous avons appris avec peine le décès, survenu le 2 avril à l'âge de 89 ans, de Louis Besson, ancien ministre du gouvernement de Michel Rocard et ancien maire de Chambéry. Venu à la politique par l'engagement associatif, notamment dans les milieux chrétiens de gauche, il est élu pour la première fois député en 1973, battant un cacique giscardien, J. Delachenal. Ce n'est qu'ultérieurement, après les Assises du socialisme, qu'il rejoint le Parti socialiste et devient, avec Jean-Pierre Cot, l'un des porte-parole du courant rocardien en Savoie. Pendant le premier septennat de François Mitterrand, il s'investit notamment dans l'élaboration de la loi Montagne. En 1988, Michel Rocard l'appelle comme secrétaire d'État au logement : il fait notamment adopter une loi qui pacifiait les relations entre les locataires et les bailleurs. Puis, en 1990, il devient ministre de l'équipement, du logement et des transports. Entre temps, il avait quitté sa petite mairie de Barby (400 hab.) et en 1989, il reprend à la droite la mairie de Chambéry, battant l'ancien ministre RPR Pierre Dumas, et il y sera réélu jusqu'en 2007. Parmi les élus de sa liste figurait Roger Godino, proche de Michel Rocard et premier président de l'association MichelRocard.org. Il transforme profondément la ville de Chambéry par la création de nouveaux quartiers et d'importants services publics. En août 1991, il accueille dans sa ville l'université d'été des Clubs Convaincre et sera heureux de montrer certaines de ses réalisations. Il retrouve le ministère du logement en 1997, dans le gouvernement Jospin, et laissera également une œuvre législative importante, avec la loi sur le logement intermédiaire, celle sur l'obligation de 20% de logements sociaux dans les communes d'une certaine importance (loi SRU) et celle sur l'accueil des gens du voyage. Après son retrait de ses différents mandats à partir de 2007, il se consacrera au Haut comité pour le logement des personnes défavorisées - dont il est le premier président - et à la commission intergouvernementale pour la liaison Lyon-Turin.

Tous ceux qui l'ont côtoyé se souviennent d'un homme aux fortes convictions et à la grande capacité à les faire partager par des compromis novateurs, d'une profonde modestie et d'un humanisme toujours bienveillant, qui faisait honneur à la politique. Nous adressons à sa famille et à ses proches nos plus sincères condoléances.



Louis Besson, ministre du logement dans le gouvernement Rocard (DR)

Un essai de Lorraine Rossignol, pour une nouvelle approche sur les "camps de regroupement" en Algérie

Jeune inspecteur des Finances affecté en Algérie comme toute sa promotion de l'ENA en 1958, Michel Rocard découvre la réalité des "camps de regroupement" où l'armée française a déplacé par milliers des paysans algériens pour, pensait-elle, les soustraire à l'influence du FLN. Indigné par la misère, la malnutrition et la mortalité infantile qu'il constate, il persuade le délégué général du Gouvernement de lui confier une mission officieuse. Le rapport qu'il lui remet en février 1959 et qui, transmis à l'Élysée et au cabinet du Garde des Sceaux, Edmond Michelet, fuitera dans la presse



fait scandale. Longtemps cachée, l'existence de ces camps est désormais au grand jour et le gouvernement doit réagir.

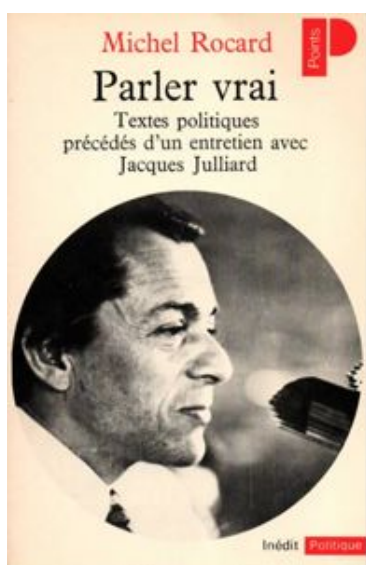
Depuis lors, cette question a été amplement documentée par des travaux universitaires, comme ceux du sociologue Michel Cornaton en 1967 ou, plus récemment, de Fabien Sacriste en 2022. Michel Rocard lui-même y était revenu dans un ouvrage publié en 2003, avec le texte intégral de son rapport, accompagné d'entretiens et de travaux d'historiens sur ce moment douloureux de la guerre d'Algérie.

L'essai que nous propose Lorraine Rossignol, journaliste à *Télérama*, éclaire d'un jour nouveau ce dossier, en le plaçant si l'on peut dire "à hauteur d'hommes et de femmes", c'est-à-dire en confrontant les données et les faits établis par l'ensemble des sources historiques, sociologiques, économiques ou politiques avec des témoignages

recueillis par l'auteurice ou publiés depuis lors, notamment en Algérie, par des personnes passées par ces camps. On sort ainsi du domaine de l'étude académique pour entrer dans les réalités humaines, puisqu'au total, c'est un million de fellahs qui furent ainsi déracinés.

"Une tragédie occultée de la guerre d'Algérie : les camps de regroupement", par Lorraine ROSSIGNOL, éditions Solin/Actes Sud, Arles, 2026, 235 p., 24 €

[Voir sur notre site, la note de Fabien Sacriste sur le rapport Rocard de 1959](#)



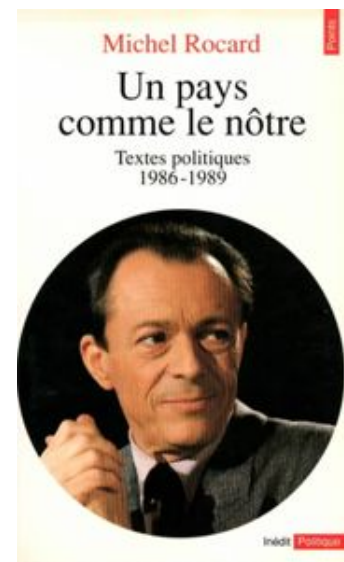
Cinq nouveaux ouvrages de Michel Rocard désormais en ligne sur notre site

Michel Rocard avait voulu ce site - et créé l'association qui le gère - pour que son oeuvre politique soit aisément et gratuitement accessible au plus grand nombre, et en premier lieu aux étudiants et aux chercheurs. Fidèles à cet objectif, nous nous employons à enrichir régulièrement les documents disponibles.

Ce sont désormais cinq nouveaux ouvrages, publiés aux éditions du Seuil et mis en ligne avec l'aimable autorisation de l'éditeur, que nous remercions vivement, qui peuvent être consultés :

- *Le Marché commun contre l'Europe* (1973), avec Bernard JAUMONT et Daniel LENEGRÉ

- *Qu'est-ce que la social-démocratie ?* (1979)
- *Parler vrai* (1979)
- *A l'épreuve des faits* (1986)
- *Un pays comme le nôtre* (1989)



Dorine Bregman députée !

Dorine Bregman, qui a travaillé au Service d'information et de documentation du gouvernement (SID) lorsque Michel Rocard était Premier ministre, vient de devenir députée. Adjointe au maire de Paris-Centre en charge du commerce depuis 2020, elle était suppléante d'Emmanuel Grégoire depuis 2024. Celui-ci devenu maire de Paris, elle accède au Palais Bourbon.

Nous vous invitons à relire son parcours rocardien pour mieux la connaître.

[Parcours rocardien de Dorine Bregman](#)



Pierre Lombard adjoint au maire de Paris !

Pierre Lombard, fils d'Eric Lombard, administrateur de MichelRocard.org et ancien ministre, a été élu adjoint au maire de Paris en charge de la propreté, de la réduction des déchets et de l'économie circulaire.

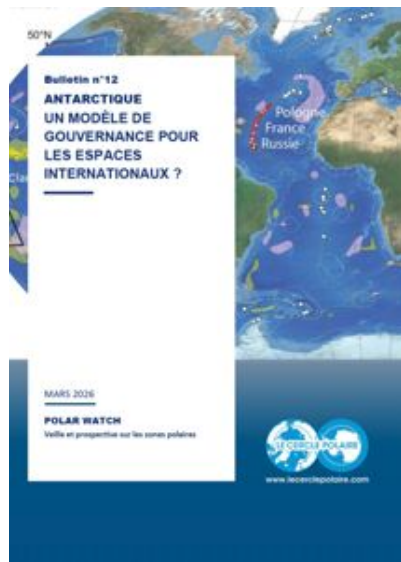
[Pierre Lombard adjoint au maire de Paris](#)



L'émission "Affaires sensibles" revient sur la réforme de l'orthographe

L'émission de France Culture "Affaires sensibles", présentée par Fabrice Drouelle, est revenue sur la réforme de l'orthographe initiée par Michel Rocard et son gouvernement en 1989.

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/affaires-sensibles/affaires-sensibles-du-mercredi-01-avril-2026-7913072>



Le traité de l'Antarctique peut-il servir de modèle de gouvernance pour les espaces internationaux ?

On sait que Michel Rocard, qui avait négocié avec le Premier ministre australien Bob Hawke le protocole de Madrid de 1991, complétant le Traité de l'Antarctique, qui avait permis de faire de l'Antarctique "une réserve naturelle, consacrée à la paix et à la science" et à le préserver de toute exploitation industrielle ou commerciale, considérait les mécanismes de ce traité comme un outil incomparable du multilatéralisme. Ce modèle de gouvernance est-il susceptible d'être efficacement étendu aux "espaces internationaux ne relevant pas d'une juridiction nationale", comme les fonds marins voire la Lune ? C'est la question qu'explore la dernière lettre "Polar Watch", publiée par le think tank Le Cercle Polaire, partenaire de l'association MichelRocard.org, dans une étude réalisée par Thomas Leclerc, maître de conférences en droit public à l'Université de Bretagne occidentale.

[Pour lire l'étude de "Polar Watch"](#)

Une date, un moment

Il y a 70 ans, Michel Rocard et l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie

Lorsque Michel Rocard adhère à la Fédération nationale des étudiants socialistes fin 1949, l'anticolonialisme est déjà une composante forte de son engagement. Il s'est forgé notamment au contact de jeunes socialistes d'autres pays européens qui n'étaient pas des puissances coloniales et qui l'ont amené à une autre approche du fait colonial.

La guerre d'Indochine qui s'enlise et les occasions manquées d'en sortir qui se multiplient sont autant de motifs de mobilisation et d'implication militante pour celui qui est rapidement devenu secrétaire du groupe de Sciences Po puis du groupe de Paris des Étudiants socialistes, mais les liens noués entre les ES et l'AEMNA (Association des étudiants musulmans nord-africains) contribuent à placer naturellement la question de l'Afrique du Nord au cœur des préoccupations.

Quand il devient secrétaire national des ES en 1953, d'une certaine manière le paysage se clarifie : il s'agit surtout d'encourager les efforts de Pierre Mendès France pour conclure la paix en Indochine, effort inaboutis en juin 1953 mais couronnés de succès un an plus tard, et engager la décolonisation de la Tunisie et du Maroc. Dès sa prise de fonctions, il organise un séminaire de travail des ES sur les enjeux du Maghreb, auquel participent des personnalités marquantes comme Charles-André Julien[i], Victor Fay[ii], Si Bekkai[iii] ou Abderrahim Bouabid[iv]. Même si ça ne devient pas la ligne officielle des étudiants socialistes, la problématique de l'indépendance est abordée sans tabou – ce qui est une petite révolution et orientera peut-être leur compréhension de ce qui se joue en Algérie à partir de la fin 1954.



Michel Rocard participe à une conférence internationale des étudiants socialistes à Londres en 1955 (deuxième rang, deuxième à droite)

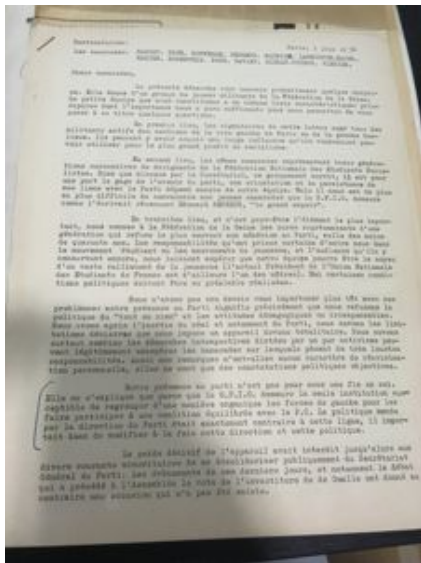
Lorsque survient l'insurrection algérienne de la « Toussaint rouge » en novembre 1954, Michel Rocard, qui a été appelé sous les drapeaux quelques mois plus tôt, quitte ses fonctions de secrétaire national des Étudiants socialistes. Mais, comme il le racontera plus tard, « *je faisais mon service militaire à Paris – au bureau des écoles de l'armée de l'Air, en tenue civile -, je passais mon temps à militer contre la guerre d'Algérie, et je considérais que tous les étudiants qui étaient en résidence à Paris étaient de la main d'œuvre politique et devaient aller se battre dans les sections [v]*».

Avec la chute du gouvernement Mendès France, en février 1955, c'est à nouveau le combat contre la politique coloniale de la droite qui s'impose, d'autant qu'à la suite de la dissolution de l'Assemblée par Edgar Faure, se constitue un « Front républicain », coalition entre la SFIO, le Parti radical, l'UDSR de François Mitterrand et les « républicains sociaux » de Jacques Chaban-Delmas, qui fait d'une paix négociée en Algérie un de ses principaux mots d'ordre et qui recueille le 2 janvier 1956 une majorité relative des sièges, qui conduit Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO, à la présidence du Conseil.

Mais un mois plus tard, le 6 février 1956, commence le moment de bascule. A la suite d'un voyage à Alger, mal préparé et mal organisé, Guy Mollet fait face à une manifestation violente de la population d'origine européenne aiguillonnée par les ultras. Alors qu'il devait installer comme ministre résident le général Catroux, qui avait l'image d'un libéral, il cède devant l'émeute. Catroux renonce et Guy Mollet, quelques jours plus tard, annonce la nomination de Robert Lacoste, jusqu'à ministre de l'Économie. Le jour de cette annonce, Michel Rocard se trouve, avec d'autres étudiants socialistes, dans l'appartement de Victor Fay qui leur dispensait des cours d'initiation au marxisme. Et Rocard raconte ainsi la réaction de Victor Fay à la désignation de Robert Lacoste : « *Eh bien, le camarade Mollet, il va jusqu'au bout. Ça va être une catastrophe. Le camarade dont vous venez d'entendre le nom, je ne sais pas si vous le connaissez, c'est un nationaliste petit bourgeois, il est syndicaliste mais, bien qu'il s'en vante beaucoup, il ne connaît rien à la classe ouvrière à laquelle il n'appartient pas, il a sûrement quelques générosités dans la tête et l'envie de faire la paix mais il ne connaît pas le dossier, il va arriver en Algérie, il y trouvera des "petits blancs" qui seront des*

syndicalistes Force ouvrière qu'il commencera par recevoir, le contact passera, ces gens sont chaleureux, il va les défendre y compris contre les plus pauvres qu'eux, les arabes, il n'a pas de culture générale ni pour connecter le problème algérien avec les problèmes du reste du monde ni pour admettre que la République française puisse avoir été erronée dans sa transmission de la dignité, etc. [...] Il transmettra les pouvoirs civils aux militaires, il va nous déshonorer.[vi] »

Au mois de mars, la tournure redoutée par Victor Fay commence à prendre forme, avec le vote de la loi sur les « pouvoirs spéciaux », qui confère au gouvernement « *les pouvoirs les plus étendus pour prendre toute mesure exceptionnelle en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire* ». Si cette loi est adoptée par 455 voix contre 76, y compris donc avec le soutien des parlementaires communistes, son utilisation dès le printemps 56 pour saisir des journaux ou poursuivre des personnalités comme Claude Bourdet[vii] ou le professeur Marrou[viii] jette le trouble chez certains militants et responsables socialistes, y compris au sein du groupe parlementaire. En mai, Pierre Mendès France démissionne du gouvernement, exprimant son opposition à la politique conduite en Algérie. Lors du congrès de la SFIO qui se tient à Lille en juin 1956, sous l'impulsion des premiers « minoritaires » mais surtout des fédérations du Nord et des Bouches-du-Rhône, une motion est adoptée qui enjoint le gouvernement de se battre « sur deux fronts », c'est-à-dire aussi bien contre les « ultras » que contre « la rébellion », et de rechercher une vraie négociation avec le FLN. Du coup, c'est Robert Lacoste, qui ne l'entend pas ainsi, qui se trouve en délicatesse par rapport à la ligne majoritaire du parti.



Début de lettre des étudiants socialistes aux dirigeants de la minorité socialiste

A cette période, Michel Rocard, qui avait été affecté durant son service militaire, pour quelques mois, au cabinet d'Alain Savary, secrétaire d'État aux affaires marocaines et tunisiennes – qu'il considérait un peu comme son « mentor » en politique – pour traiter le courrier parlementaire, doit se consacrer à son entrée à l'ENA, où il est reçu au mois d'avril (promotion Dix-Huit Juin) puis à son stage de préfecture dans l'Yonne.

A l'automne 1956, la situation sur le front algérien se complexifie : des négociations secrètes que le gouvernement de Guy Mollet avait entamé avec le FLN échouent ; le 22 octobre, sans en référer au pouvoir politique qui couvre néanmoins l'opération, l'armée détourne un avion privé transportant Ahmed Ben Bella et quatre autres dirigeants de premier plan du FLN ; cet acte de piraterie aérienne provoque la démission d'Alain Savary du gouvernement ; fin octobre, après une offensive de l'armée israélienne sur le canal de Suez, la France et le Royaume-Uni envoient des forces parachutistes pour contrôler le canal mais au bout d'une semaine, sous la pression conjuguée de l'URSS et des Etats-Unis, ils doivent s'en retirer.

Pour autant, ces revers pour l'exécutif ne permettent pas à l'opposition interne à la SFIO de se renforcer. Cette opposition est trop disparate, entre l'aile gauche acquise à la cause de

l'indépendance algérienne et ceux qui souhaitent d'abord et avant tout des négociations de paix, les difficultés du gouvernement exacerbent le patriotisme de parti plus qu'elles ne le fragilisent et surtout, la question coloniale passe très au-dessus de la tête de nombreux militants. Michel Rocard le reconnaîtra par la suite : « *L'impréparation mentale et culturelle de nos camarades à affronter courageusement le problème nous a paralysés [i]* ».

Début 1957, les positions se durcissent. D'une part, comme Victor Fay l'avait anticipé, fin janvier le gouvernement transfère à l'armée les pouvoirs de police en Algérie : ce sera « la bataille d'Alger », menée notamment par les unités parachutistes commandées par le général Massu. De son côté, les minoritaires créent le Comité socialiste d'étude et d'action pour la paix en Algérie (CSEAPA), le 29 janvier, animé par des personnalités emblématiques de la SFIO comme Oreste Rosenfeld, Marceau Pivert ou Robert Verdier, auxquelles se joint Michel Rocard dès sa constitution.

Surtout, Michel Rocard va entreprendre, en vue du congrès qui se tiendra à Toulouse en juin 1957, la rédaction d'un texte, intitulé « Le drame algérien », qu'il entend soumettre à sa section – la 6^{ème} section de Paris – puis à la fédération de la Seine, puis au congrès.

Comme il est en plein dans son cursus de formation à l'ENA et qu'il milite sous le pseudonyme de Georges Servet[ii], il va se rapprocher d'une autre personnalité, Henri Frenay, qui va accepter à la fois cette rédaction en commun et la présentation sous son seul nom de ce rapport. Henri Frenay, héros de la Résistance, fondateur du mouvement Combat, avait créé à la Libération l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR) puis s'en était détaché par opposition à François Mitterrand et avait alors rejoint la SFIO, sans toutefois s'y impliquer fortement. L'évolution du conflit algérien l'amène à considérer que les enjeux justifient un engagement de sa part, aux côtés de ce jeune inspecteur des finances dont il partage à la fois la plume et les idées.

Il n'est pas indifférent de noter que Michel Rocard – dont le père, Yves Rocard, lui aussi grand résistant, avait désapprouvé l'entrée à Sciences Po – se place, dans cette période cruciale de la guerre d'Algérie, sous le patronage de deux compagnons de la Libération, Alain Savary puis Henri Frenay.

Plus qu'une motion de congrès, « le drame algérien » est en effet un rapport, dense, solidement informé et argumenté. Il replace le conflit dans la perspective des décolonisations au lendemain de la Seconde guerre mondiale, décortique les impasses de la politique d'assimilation, « proclamée mais jamais appliquée », que la France prétendait mener en Algérie, revient sur les origines du nationalisme algérien entre les deux guerres, sans passer sous silence les événements dramatiques comme les massacres de Sétif en mai 1945. Surtout, il adopte un point de vue très novateur par rapport aux Français d'Algérie, dont on a vu que les émeutes, le 6 février 1956, avaient été un facteur déterminant du revirement de Guy Mollet : « *Si l'un des devoirs du Gouvernement français, dit le rapport Rocard-Frenay, est d'assurer aujourd'hui et demain la protection de la vie et des biens des Français d'Algérie, l'autre est de ne pas se laisser imposer par eux une politique d'où ne peut résulter qu'un divorce définitif entre les deux communautés et à terme rapproché la sécession de l'Algérie. [iii]* »

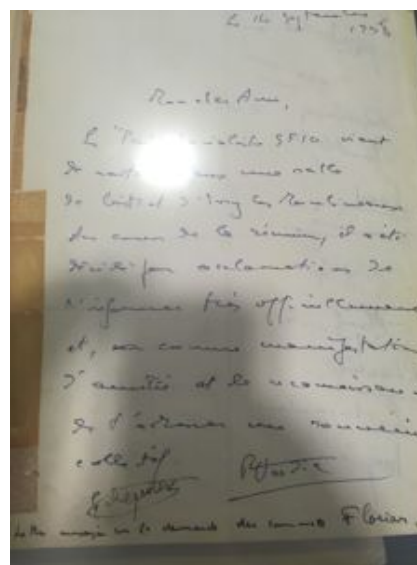
S'agissant d'un texte destiné à alimenter le débat au sein du Parti, il s'appuie naturellement sur les contradictions entre les engagements électoraux du Front républicain et la politique conduite mais aussi sur les discordances entre les orientations définies dans les congrès et les autres instances depuis 1956 et les résultats obtenus. Il dresse un bilan accablant sur les résultats militaires,

économiques, politiques mais aussi sur l'impact moral du conflit, en raison notamment des nombreuses violations des droits humains et de l'État de droit qu'emporte la mise en œuvre des pouvoirs spéciaux.

Enfin, le rapport propose des solutions, reposant sur la « reconnaissance d'une République algérienne », liée avec la France « par des liens de caractère fédéral [...] pour que la notion d'indépendance dans l'interdépendance trouve sa signification ». Il ajoute : « Le caractère fédéral de ces liens ne préjuge ni de leur importance, ni de leur nature. On sait, en effet, que le lien fédéral peut être très étroit ou très lâche. Il est juste que ce problème soit laissé à la discussion des parties »[iv]. Ces bases de négociations devraient, dans l'esprit des auteurs, déboucher sur une négociation, dont les résultats seraient soumis à référendum, « qui constitue la seule garantie sérieuse que l'accord réalisé dans la négociation liera durablement les parties », puis à la mise en place d'une Assemblée constituante.

Ce rapport se conclut par un projet de résolution, qui sera donc soumis à la 6^{ème} section de Paris de la SFIO, qui l'adoptera, publié dans le bulletin intérieur du Parti, mais qui ne franchira pas le cap du congrès fédéral. Le congrès de Toulouse, qui intervient après la chute du gouvernement de Guy Mollet en mai 1957, se traduit par un léger renforcement de la minorité, mais juste après, en juillet 1957, la présentation d'un projet de loi sur la reconduction et l'extension des pouvoirs spéciaux accentue les fractures. Elles sont particulièrement manifestes chez les étudiants socialistes, avec qui Michel Rocard a conservé des liens étroits, et en février 1958, Gaston Karila et Jacques Bugnicourt, deux successeurs de Rocard à la direction des ES, sont exclus du Parti.

En avril 1958, la minorité s'exprime au grand jour avec le lancement du périodique *Tribune du socialisme*, mais certains de ses principaux dirigeants, comme Édouard Depreux, restent dans une attitude légaliste, persuadés qu'il reste envisageable de conquérir la majorité et d'éviter une scission. Toutefois, le retour au pouvoir du général de Gaulle dans les fourgons des ultras algériens le 13 mai 1958 et le ralliement de Guy Mollet à la V^{ème} République vont modifier les termes du débat au-delà de la seule question de l'Algérie. En juin 1958, justement, un groupe de « jeunes militants de la fédération de la Seine », parmi lesquels Alain Badiou, Serge Barthélemy, Serge Hurtig, Jean Minthe, Michel Rocard et Emmanuel Terray, s'adresse aux dirigeants de la minorité : Depreux, Daniel Mayer, Antoine Mazier, Oreste Rosenfeld, Alain Savary, Robert Verdier et quelques autres, pour leur signifier que « les circonstances exigeaient des accents d'une autre taille et d'une autre source pour affirmer encore la voix du socialisme démocratique ». Ils demandent en particulier que la minorité se fédère autour d'un « organe directeur unique », désigne un candidat à la succession de Guy Mollet et recherche un regroupement avec les formations de la gauche non communiste.



Le message signé Edouard Depreux et Robert Verdier annonçant à Michel Rocard la création du PSA le 14 septembre 1958

Au début de l'été 1958, Michel Rocard remplace quelques semaines André Seurat, qui était la cheville ouvrière administrative de la minorité, pour assurer le secrétariat, la diffusion du bulletin, les contacts en province. Puis, en août, avec tous ses camarades de promotion de l'ENA, il est affecté en Algérie. Il ne sera donc pas présent les 13 et 14 septembre 1958 quand, à Issy-les-Moulineaux, est créé le « Parti socialiste SFIO autonome » (PSA), la scission de la minorité étant devenue inéluctable. Mais il conservera jusqu'au bout, dans ses documents les plus précieux, le message par lequel tous les dirigeants du nouveau parti avaient tenu à l'informer de sa création.

En Algérie, il retrouve dès son arrivée son camarade des étudiants socialistes, Jacques Bugnicourt, et c'est sur son instigation qu'il va entreprendre son enquête sur les camps de regroupement, qui donnera lieu à un rapport au délégué général Paul Delouvrier rendu célèbre après sa divulgation dans *Le Monde* et *France-Observateur*. Mais, selon l'expression consacrée, ceci est déjà une autre histoire.

C'est ainsi qu'en deux ans, entre 1956 et 1958, Michel Rocard qui n'était encore à l'époque – selon ses propres termes – « qu'un petit jeune qui monte, qu'on repère doucement, [...] pas encore totalement aspiré » a contribué pour l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie à la fois à la réflexion théorique, avec le rapport Frenay, au travail d'appareil, aux côtés d'André Seurat dans l'organisation administrative, et à l'initiative stratégique, avec les autres anciens responsables des ES, pour que la minorité sorte de l'ambiguïté entre légalisme de Parti et affirmation des principes politiques.

Pour aller plus loin :

Gilles MORIN, *Socialistes contre la Guerre d'Algérie, de la SFIO au PSU (1954-1960)*, éditions de L'Arbre Bleu, Nancy, 2024.

Michel ROCARD, *Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la guerre d'Algérie*, éditions Mille et une nuits, Paris, 2003.

[1] Professeur à la Sorbonne, figure marquante du combat anticolonialiste, conseiller de l'Union française

[2] Ancien responsable du Komintern, devenu militant de l'aile gauche socialiste, qui a contribué à faire découvrir le marxisme à Michel Rocard

[3] Futur Premier ministre du Maroc après l'indépendance

[4] Fondateur de l'Union nationale des forces populaires, parti indépendantiste progressiste du Maroc

[5] Cf. « Premiers engagements », entretien de Michel Rocard avec Claire Andrieu, Marc-Olivier Baruch, Vincent Duclert, Pierre Encrevé, Gilles Morin et Sylvie Thénault, in Michel ROCARD, *Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la guerre d'Algérie*, éditions Mille et une nuits, Paris, 2003.

[6] « Premiers engagements », op. cit.

[7] Journaliste, éditorialiste à *France-Obsezvateur*, un des fondateurs du mouvement de résistance Combat, ancien déporté

[8] Professeur à la Sorbonne, proche d'Emmanuel Mounier et de la revue *Esprit* ; c'est à son propos que le ministre de la Défense, Bourguès-Maunoury, ironisera sur les poursuites diligentées contre « les chers professeurs »

[9] Cf. « Michel Rocard et l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie », par Gilles MORIN, in Michel ROCARD, *Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la guerre d'Algérie*, éditions Mille et une nuits, Paris, 2003.

[10] Michel Servet était un théologien protestant, brûlé comme hérétique par les calvinistes.

[11] « La drame algérien », rapport présenté par Henri Frenay, in Michel ROCARD, *Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la guerre d'Algérie*, éditions Mille et une nuits, Paris, 2003.

[12] « Le drame algérien », op. cit.

Parcours rocardien

"Comment devient-on rocardien ?", par Yves Jeuland

Comment devient-on rocardien ? Mon premier souvenir politique remonte à 1974 : la mort de Georges Pompidou. Cette année-là, je me passionne pour l'élection présidentielle. Michel Rocard n'est pas candidat. Il l'avait été en 1969, recueillant 3,6% des suffrages, presque autant que Gaston Defferre. Mais bon, en 1969, je n'ai aucune conscience politique. J'ai un an.

En 1974, en revanche, je mène activement campagne pour Jacques Chaban-Delmas et sa nouvelle société. J'ai six ans. Ma campagne électorale se limite à la cellule familiale : mon père, ma mère, mon frère et moi. Mon frère François, âgé de neuf ans, choisit Mitterrand car il porte le même prénom que lui. Mes parents restent discrets : le vote est secret. Je pense que ma mère a dû voter René Dumont. Quant à mon père, je ne le sais pas encore, mais il est adhérent du PSU et milite au SGEN-CFDT. Plus tard, il sera secrétaire de la section locale de la CFDT de Carcassonne. Je pense qu'il n'est pas pour rien dans mon engagement à gauche. Lui, né en 1936, moi en 1968. Mais mon père, Pierre Jeuland, n'adhérera jamais au Parti socialiste.



L'Aude, si elle a compté Léon Blum parmi ses députés, n'est pas une terre de la deuxième gauche. Les rocardiens y sont très minoritaires. Le département qui a voté le plus Mitterrand en 1981 est fidèle à l'homme de Jarnac, choisissant plus tard Fabius contre Lionel Jospin - le plus rocardien des

mitterrandistes. Aujourd'hui, mon Midi rouge est devenu Midi brun.

Je me souviens d'un déplacement de Rocard dans l'Aude, peut-être en 1987. Nous étions peu de rocardiens et j'étais le seul jeune présent, donc assez identifiable. À chaque étape de sa visite, Michel Rocard m'a serré la main et s'est présenté à moi. Trois ou quatre fois dans la journée... Il faut dire qu'il n'avait pas vraiment la mémoire des noms et des visages.

Mitterrand n'était pas très aimé dans ma famille. Aussi, en 1988, à l'âge de vingt ans, lorsque je peux enfin voter à une élection présidentielle, je fais campagne pour Pierre Juquin, soutenu notamment par l'Alternative Rouge et Verte, émanation du PSU. Depuis, j'ai rarement varié : à de rares exceptions près, je vote **pour** au premier tour et **contre** au second. Le sort du minoritaire.

Lorsque je fonde la section locale de SOS Racisme dans mon lycée de Carcassonne en 1985, être rocardien au sein de « Touche pas à mon pote », c'est être minoritaire. Deux ans plus tard, face aux lambertistes guidés notamment par Alexis Corbière à l'UNEF-ID de la fac de lettres de Montpellier, être rocardien, c'est encore être minoritaire. Sauf que ma petite minorité agissante permet à l'autre tendance trotskiste d'être majoritaire... Quelle satisfaction ! Les JCR sont alors tellement plus drôles et moins moralistes que les petits soldats de l'AJR, représentant l'OCI (PCI, PT ou MPPT, je m'y perds).

Je serai adhérent au PS dans quatre fédérations successives : Aude, Hérault, Bas-Rhin, Paris. En gros, de 1986 à 1999. Avec l'interruption Juquin en 1988.

La première fois où j'aurais vraiment pu être majoritaire, c'est en Alsace, auprès de Catherine Trautmann et de Roland Ries. Une fédé rocardienne ! Mais c'est précisément la période où je décide de faire sécession, en 1994, avec la formidable aventure de la motion 2 du Congrès de Liévin, autour de jeunes rocardiens de Forum et de quelques jospinistes dont Vincent Peillon et Adeline Hazan. 7,9% ! Toujours minoritaires, mais un très bon résultat dans le Bas-Rhin - si quelqu'un a gardé trace du pourcentage départemental dans ses archives, je suis preneur...

Cette troupe de jeunes rocardiens devient ma bande : Christophe Clergeau, Olivier Faure, Christophe Castaner... même si je ne joue pas dans la même division. Je ne siège pas dans les instances nationales, seulement au bureau fédéral du Bas-Rhin. Je suis le cousin de province qui parfois fréquente la fameuse coloc, lors de mes passages à Paris. Se succèdent dans cette colocation de garçons, en plus de Christophe Clergeau et d'Olivier Faure : Jérôme Safar, Emmanuel Couet, Benoît Hamon, François Blouvac... Une ruche. Ils sont tous restés dans le sérail. Contrairement à eux, je n'ai pas embrassé la carrière politique. Il s'en est fallu de peu.

Alors que je suis embauché à Arte en 1992, je suis candidat socialiste deux ans plus tard aux élections cantonales dans le Bas-Rhin, à Rosheim, aux portes de Strasbourg. « Le parachuté du Mont Saint-Odile » écriront les DNA[1]. En campagne, je parviens assez vite à gommer mon accent du Languedoc. Je fais activement du porte-à-porte sur cette terre de mission pour la gauche. Nous sommes un an après les désastreuses législatives de 1993.

Je copie la couleur et la police de caractères de mon affiche sur celle d'Olivier Faure qui, lui, se présente dans le Loiret cette année-là. Sur ma profession de foi, je choisis la belle rose des socialistes européens plutôt que le logo, trop mitterrandiste à mon goût, du poing et la rose.

Grâce aux clubs Forum, j'obtiens un mot de soutien de Michel Rocard, alors Premier secrétaire, que



Affiche de campagne d'Yves Jeuland aux élections cantonales de 1994 en Alsace

je reproduis sur mes documents électoraux. Pas peu fier. Je fais deux réunions publiques dans le canton. L'une avec Catherine Trautmann, l'autre avec le Professeur Léon Schwartzberg, alors député au Parlement européen. Je mesure aujourd'hui la chance d'avoir eu ces soutiens alors que je mène un combat perdu d'avance.

C'est lors de ces cantonales que je me lie avec l'alsacien Yann Wehring, militant chez les Jeunes Verts, également candidat dans un canton de Strasbourg. Yann fera en sorte que les écologistes ne présentent pas de candidat face à moi. Il m'apportera son soutien dans l'entre deux tours et sera à mes côtés dans les porte-à-porte. Yann est resté un ami proche, en dépit de son évolution politique personnelle.

J'adore faire campagne et à ma grande surprise, je suis le seul candidat de gauche présent au second tour de tout le département du Bas-Rhin, en dehors bien sûr de la ville de Strasbourg. Olivier, dans le Loiret, fait mieux que moi au premier tour, mais il n'accède pas au second, car il arrive derrière le candidat communiste.

Au second tour, je réunis 40% des voix ! Fier... et soulagé. Honnêtement, je ne me voyais pas élu conseiller général du canton de Rosheim, d'autant que je quitterai l'Alsace l'année suivante.

Je déménage de Strasbourg pour Paris et ses grands boulevards en 1995. À Strasbourg, j'étais salarié d'Arte. À Paris, je cherche du boulot. L'audiovisuel m'attire mais mes contacts sont autant dans la politique. Tony Dreyfus, rocardien canal historique, vient d'être élu maire du 10^e arrondissement de la capitale. Christophe Castaner est son directeur de cabinet. Il a besoin de quelqu'un pour s'occuper de la communication et des relations presse du Maire. Ce sera moi.

Sous Tiberi, les mairies d'arrondissement de gauche ne disposent d'aucun budget. Le cabinet du Maire du 10^e (90.000 habitants) se limite à deux personnes et demie : un directeur de cabinet, un chef de cabinet et moi, à mi-temps. Je suis payé au lance-pierre. Je trouve un autre mi-temps comme assistant d'émission à France inter. Tout aussi mal payé mais je suis amoureux et heureux, navigant entre la belle Mairie du 10^e le matin et la Maison de la radio, l'après-midi. J'ai 27 ans et j'hésite un ou deux ans entre politique et audiovisuel, jusqu'à ce que je réalise mon premier film documentaire, en 1997. Fin de l'histoire.

Que sont mes amis devenus ? Olivier est la tête du PS. Casta a un temps dirigé *En Marche*, mouvement aux initiales d'Emmanuel Macron. Benoît, candidat socialiste à la présidentielle en 2017, a fondé *Génération*s. Ces trois camarades d'antan, qui avaient comme moi vingt ans à la fin des années 1980, sont aujourd'hui dans trois mouvements politiques concurrents. Je crois bien qu'ils ne se parlent plus. Christophe, pour lequel je garde malgré tout de l'affection, a été ministre de l'Intérieur et s'est éloigné durablement de la gauche.

Ces trois-là représentaient-ils alors déjà, à l'âge de vingt ans, trois nuances du rocardisme ? Benoît,

héritier d'un PSU autogestionnaire un brin romantique ? Christophe, partisan d'une gauche centriste et réaliste ? Olivier Iorgnant davantage vers un modèle scandinave de socialisme démocratique ? Peut-être.

Il y avait aussi à l'époque des jeunes qui n'avaient choisi Rocard que parce qu'ils pensaient qu'il était alors le mieux placé pour l'Élysée. Pas pour ses convictions deuxième gauche. Il fallait être dans la bonne écurie.

J'ai toujours situé Michel Rocard à la gauche du PS, la droite étant incarnée à mes yeux par Jean-Pierre Chevènement et son ordre juste, si cher à Ségolène Royal. Ma gauche reste libérale et libertaire, opposée aux bolchos bonapartistes. Les Lilis contre les Bobos.

J'ai eu la chance de filmer beaucoup d'hommes et de femmes politiques dans ma vie. Et j'ai pu militer auprès de certains (Catherine Trautmann, Tony Dreyfus). Mais je n'ai jamais échangé plus de deux phrases avec Michel Rocard, ni comme militant, ni comme réalisateur. Je ne l'ai jamais interviewé. Je n'ai fait que le croiser. Un regret. Mais je suis resté rocardien.

Yves JEULAND

(Réalisateur de nombreux documentaires sur la politique ou des artistes comme Gabin, Montand ou Piccoli).

[1] DNA : *Dernières Nouvelles d'Alsace*, le principal quotidien régional.

Agenda

Mercredi 20 mai, colloque "Autour de Victor Fay"

L'association des Amis de Victor et Paule Fay organise mercredi 20 mai un colloque sur ce personnage singulier, "journaliste et militant politique, vulgarisateur du marxisme et formateur de militants", cadre du Komintern ensuite militant de la SFIO puis du PSU, où il a beaucoup marqué Michel Rocard, qui lui demandait de former les étudiants socialistes à la culture marxiste.

Avec notamment Marion LABEÏ, docteur en histoire contemporaine et biographe de Victor Fay, et Jean-Numa DUCANGE, professeur en histoire contemporaine à l'université de Rouen

20 mai à partir de 10 h, au Maltais rouge, 40 rue de Malte, 75011 Paris. Inscriptions : contact@institut-tribune-socialiste.fr

Jeudi 4 juin, assemblée générale de l'association MichelRocard.org

Cette assemblée générale statutaire des adhérents et donateurs de l'association se tiendra à la Fondation Jean-Jaurès, 12 cité Malesherbes, 75009 Paris, le **jeudi 4 juin à partir de 18 heures**.

La partie statutaire sera suivie d'une rencontre avec Maximilien Poulain et Florent Infanti, deux

jeunes étudiants qui ont participé à la sélection des textes de Michel Rocard pour le recueil "Je rêve d'un pays où l'on se parle à nouveau", et de Matthieu Cabanis, auteur de la thèse sur "la galaxie rocardienne", sur le thème : **"Ce que des jeunes nous disent aujourd'hui de Michel Rocard et des rocardiens"**.

Vendredi 26 juin : colloque "L'art du compromis selon Michel Rocard"

En partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès et le groupe "Le Monde", l'association MichelRocard.org organise un colloque sur le thème "L'art du compromis selon Michel Rocard", avec des communications de nombreux historiens et chercheurs, sur l'idée de compromis dans l'histoire des gauches en France et en Europe, la mise en oeuvre du compromis par Michel Rocard à l'aune de l'exercice du pouvoir et sur la place du compromis dans les sociétés fragmentées d'aujourd'hui. La conclusion sera assurée par Laurent Berger.



Le programme sera prochainement disponible sur notre site. **Réservez déjà votre date !**

Jeudi 2 juillet : rendez-vous à Monticello

Dans son testament "J'irai dormir en Corse", Michel Rocard nous invitait à venir le voir à Monticello parce que, disait-il, "il faut garder les liens". Dix ans après sa disparition, nous nous retrouverons le 2 juillet au cimetière de Monticello pour témoigner de la vivacité de ces liens.

Le programme de cet hommage sera disponible sur notre site en juin prochain.

MichelROCARD.org

J'apporte mon soutien financier à l'Association MichelRocard.org

Paiement en ligne possible. Vous recevrez un reçu fiscal (66 % de crédit d'impôt)

Convictions, bulletin de l'Association MichelRocard.org

- [S'abonner](#)
- [Consulter les numéros précédents](#)

Ce courriel a été envoyé à [[EMAIL_TO]], cliquez ici pour vous désinscrire.

Convictions est édité par l'Association MichelRocard.org.

Directeur de la publication : Jean-François Merle.

© MichelRocard.org. Tous droits réservés. Conformément à la loi 2004-801 du 6 août 2004, modifiant la loi 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous à Association MichelRocard.org (12 Cité Malesherbes - 75009 Paris) ou écrivez à contact@michelrocard.org